

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE BOGOTÁ

N° 7 – 17 février 2022.

En bref

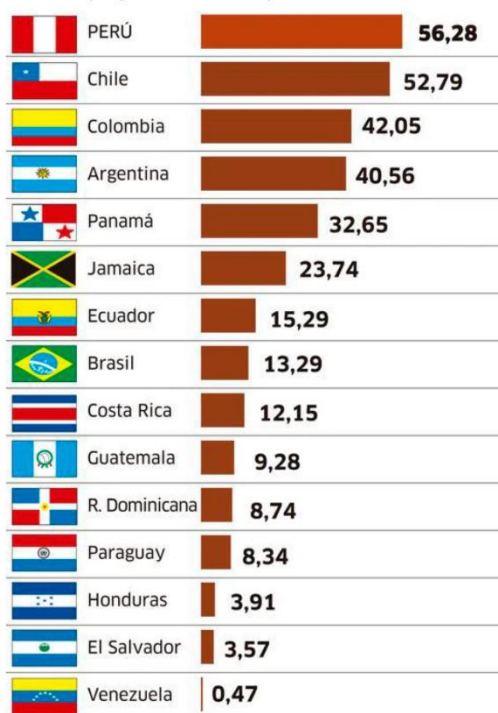
Suite à sa récente mise à jour des indicateurs de risque pays en Amérique latine et dans les Caraïbes pour le 4^e trimestre 2021, l'agence Bloomberg a déterminé que le Pérou possède désormais l'économie la plus solide et la plus stable de la région. L'indice Bloomberg a pris en compte les performances et les progrès dans les secteurs économique, financier et politique, et a attribué un score plus élevé aux pays présentant un scénario à moindre risque. Ainsi, le Pérou a obtenu un excellent score pour ses finances publiques (80,72), mais son score total est pénalisé par une faible performance dans le domaine politique (17,71), marqué par de nombreux remaniements ministériels. Avec cette mise à jour, le pays obtient un score moyen de 56,28 et détrône ainsi le Chili, qui passe en seconde position avec un score de 52,79. Les autres pays qui complètent le top 5 des économies les plus stables de la région sont la Colombie (avec un score de 42,05), l'Argentine (40,56) et le Panama (32,65).

LE CHIFFRE À RETENIR

56,28.

C'est le score du Pérou, estimé économie la plus stable et la plus solide d'Amérique latine dans le classement Bloomberg de risque pays pour le 4^e trimestre 2021.

Stabilité des pays d'Amérique latine et des Caraïbes



Source: Bloomberg



BOLIVIE

Standard & Poor's maintient sa notation B+ avec une perspective négative.

L'agence de notation Standard & Poor's a confirmé sa notation de la Bolivie à B+ avec une perspective négative, notamment du fait d'une estimation de croissance de 3,6 % pour 2022 ainsi que des déficits budgétaires et un niveau de dette publique élevés. Si le profil de la dette publique ou le profil externe venaient à se détériorer, l'agence n'écarte pas une baisse de la notation de la Bolivie dans les six prochains mois. En particulier, elle identifie un risque sur les marchés de taux de change ainsi qu'une baisse des prix des matières premières. En revanche, S&P pourrait réviser sa perspective à « stable » si des actions étaient entreprises pour réduire le déficit budgétaire, stabiliser la dette souveraine, freiner la croissance des dépenses publiques et augmenter les revenus. S&P reconnaît que les mesures fiscales ont soutenu l'économie pendant la pandémie mais elles ont toutefois contribué au creusement de l'endettement. L'agence s'attend à ce que le déficit budgétaire se maintienne au-dessus de 6 % dans les prochaines années, creusant l'endettement.

COLOMBIE

La croissance s'établirait à 10,6% en 2021 selon le DANE.

Mardi dernier, le Département administratif national des statistiques (DANE) a révélé que l'économie colombienne a connu une croissance de 10,6 % au cours de l'année 2021, un chiffre qui

dépasse toutes les estimations les plus optimistes avancées par les experts. Le PIB à prix constants s'est élevé à 262 Mds EUR, principalement dû à la relance de la consommation par la baisse des taux d'intérêts et par l'utilisation de l'épargne excédentaire accumulée sur l'année 2020 : ainsi la consommation a participé à hauteur de 88 % à la croissance et a connu une augmentation de 14,6 % par rapport à l'année précédente. En outre, suite à une modification de ses modèles de calcul, le DANE a également revu à la hausse la contraction économique estimée sur l'année 2020, celle-ci passant de -6,8 % à -7 %. Depuis 2019, dernière année précédant la pandémie, le DANE estime que l'économie a enregistré une croissance de 2,8 %. Cependant, le niveau d'emploi depuis 2019 s'est contracté de -8,1 % et demeure à un niveau préoccupant. En parallèle, la Banque centrale de Colombie a revu ses prévisions pour 2022 à la baisse, passant de 4,7 % à 4,3 % de croissance.

La France et la Colombie lancent la Coalition internationale pour le carbone bleu.

A l'occasion du sommet mondial « One Ocean » qui se tenait à Brest du 9 au 11 février, une trentaine de Chefs d'Etat, dont le Président Ivan Duque, se sont réunis pour relever les ambitions de la communauté internationale en termes de protection du milieu marin. Au cours du sommet, la France et la Colombie ont annoncé le lancement de la Coalition internationale pour le carbone bleu, dont l'objectif est de financer la restauration des écosystèmes côtiers qui captent le CO₂, comme les mangroves et les herbiers de posidonie. De son côté, Ivan Duque a affirmé que la Colombie fera en sorte que 30 % de la zone maritime colombienne soit déclarée zone protégée d'ici la fin de l'année 2022, et en a profité pour rappeler qu'une initiative prise en



novembre dernier lors de la COP26 avec l'Équateur, le Costa Rica et le Panama avait permis de créer la plus grande zone maritime protégée du monde.

Le gouvernement élimine les droits de douane sur 271 intrants agricoles pour en diminuer les coûts.

Face à une inflation élevée en 2021 (5,62 %), et particulièrement marquée pour les produits alimentaires, le gouvernement a décidé d'éliminer les droits de douane pour 271 sous-articles d'intrants agricoles et industriels, dans le but de réduire le coût des denrées alimentaires. La liste des sous-articles regroupe les fibres, les semences, les engrais, les pesticides et des intrants pour les processus industriels de fabrication du carton, ainsi que pour la production de pain. Une autre proposition envisagée par le gouvernement pour diminuer l'inflation des produits alimentaires consiste à augmenter l'offre de production de ce secteur, notamment pour les produits laitiers, la pomme de terre et le riz. Des améliorations dans la chaîne logistique de ces produits, notamment concernant la logistique portuaire, pourrait également contribuer à diminuer le prix de ces denrées. Le Ministre des Finances, José Manuel Restrepo, a précisé que les mesures n'auront pas d'effet immédiat, mais qu'elles devraient porter leurs fruits dès le deuxième trimestre.

ÉQUATEUR

Le pays enregistre un excédent commercial de 2,8 Mds USD en 2021.

L'Équateur affiche en 2021 un excédent commercial de 2,8 Mds USD. Cet excédent s'explique par une hausse des exportations totales de 31 % (pour un montant total de 26,7 Mds USD, soit + 2,8 Mds USD par rapport à 2020) combinée à une hausse des importations qui se sont établies à 23,8 Mds USD (en augmentation de 3,4 Mds USD par rapport à 2020). Les principaux clients de l'Équateur restent les États-Unis (3,9 Mds USD), suivis de l'UE (3,7 Mds USD) et de la Chine (3,6 Mds USD). Les principaux fournisseurs du pays sont la Chine (4,5 Mds USD), les États-Unis (3,2 Mds USD) et la Communauté andine (3 Mds USD).

Les entreprises pétrolières privées sont désormais autorisées à signer des contrats de participation.

Le Ministère de l'énergie et des ressources naturelles non renouvelables a promulgué un décret qui permet aux entreprises pétrolières privées de migrer vers des contrats de participation (concession de champs pétroliers) de manière volontaire. La signature des nouveaux contrats de participation doit intervenir dans un délai de 90 jours et permettra à Petroecuador de se libérer des investissements nécessaires à l'exploitation des champs pétroliers.

GUYANA

L'Assemblée nationale adopte pour l'année 2022 un budget historique de 2,3 Mds EUR.

L'adoption du Projet de loi de finances 2022 par l'Assemblée nationale le 10 février dernier valide le montant du budget national du Guyana pour l'année en cours à 552,9 Mds GYD, soit 2,3 Mds



EUR. Ce budget historique, en croissance de 44 % comparé à l'année 2021, ne comprend aucune nouvelle taxe visant à le financer, tandis qu'en parallèle, l'Assemblée nationale a également approuvé la révision à la hausse du seuil de l'impôt sur le revenu. Dans son discours devant les députés, le Ministre des finances, Ashni Singh, a déclaré que ce budget prévoit des investissements massifs dans les infrastructures visant à développer la productivité du pays. Il prévoit en outre l'augmentation de plusieurs prestations sociales, telles que les pensions de retraite, des subventions de soutien à la scolarisation des enfants et des subventions aux ménages les plus démunis.

PÉROU

La Banque centrale augmente son taux directeur pour la 7^e fois en sept mois.

Pour le 7^{ème} mois consécutif, la Banque centrale de la République du Pérou (BCRP) a relevé son taux directeur, le portant à 3,5 %, soit une hausse de 325 points de base par rapport à juillet 2021. La Banque cherche à contrôler l'inflation, qui dépasse le plafond cible de 3 % : en effet, le taux d'inflation annuel en janvier (à Lima) est de 5,68 %, tandis que le taux d'inflation sans les denrées alimentaires ni l'énergie (prédicteur de l'inflation) reste à 3,08 %. La BCRP estime que l'inflation repasserait dans la fourchette cible des 1-3 % fin 2022 une fois le taux de change et les prix internationaux revenus à leurs niveaux habituels. Or, elle admet que les blocages du commerce international persistent et que les prix internationaux de l'énergie et des produits alimentaires restent élevés.

Le Pérou rouvre ses frontières terrestres après 2 ans.

Fermées en mars 2020, le gouvernement a finalement autorisé la réouverture des frontières terrestres pour le transport international de passagers. Cette décision survient alors que le taux de double vaccination s'établit à 70 % de la population totale, permettant la réactivation du tourisme, dont 39 % entre par voie terrestre. La mesure était particulièrement attendue dans les villes de Tumbes, Tacna et Iñapari dont l'économie repose sur le commerce et le tourisme transfrontalier avec l'Équateur, le Chili et le Brésil respectivement. La réouverture devra toutefois se faire en coordination avec ces pays voisins.

SURINAME

Les services du FMI et le Suriname parviennent à un accord sur la première revue du programme EFF.

Les services du FMI et les autorités du Suriname sont parvenues à un accord préliminaire sur la première revue du programme du Mécanisme Elargi de Crédit (Extended Fund Facility, EFF) accordé au pays en décembre dernier. Cet accord doit encore être approuvé par le Conseil d'administration de l'organisation internationale. Les services du FMI ont signalé que le programme de redressement économique était en bonne voie, et que jusqu'alors, les objectifs quantitatifs principaux étaient atteints, que la reprise économique était en cours et que les soldes budgétaire et extérieur s'amélioraient. L'inflation a considérablement baissé depuis août en glissement mensuel et devrait s'établir à 26 % d'ici la fin 2022, tandis que les réserves utilisables



ont été reconstituées et couvrent désormais environ 3 mois d'importations. Selon les estimations du FMI, la dette publique s'élève à 125 % du PIB à la fin de l'année 2021, et le gouvernement surinamais devrait soumettre bientôt à l'Assemblée nationale un budget 2022 révisé avec un excédent primaire estimé à 1,7 % du PIB.

Le gouvernement veut restructurer sa dette d'ici mars 2022.

Des suites de l'obtention du programme du FMI en décembre 2021, le Suriname s'est engagé à renégocier sa dette avec ses créditeurs afin de retrouver une trajectoire de dette soutenable selon les critères de l'organisation internationale. En effet, les conditions associées au prêt du FMI incluent la réduction de la dette publique du Suriname à 120 % de son PIB d'ici 2024, et à 60 % d'ici 2035. Selon ces objectifs, le gouvernement surinamais estime que les besoins annuels moyens de financement s'élèveraient à 9 % du PIB entre 2023 et 2035. Cependant, pour l'heure, le pays fait face à des échéances de court-terme sur sa dette, composée de 550 MUSD d'obligations à échéance 2026, et de 125 MUSD d'obligations à échéance 2023. Le Ministre des Finances, Armand Achaibersing, a annoncé que les négociations avec les créditeurs proposeraient un mécanisme de récupération de valeur (VRM) visant à refinancer les créditeurs en fonction des futurs revenus pétroliers que le pays générera. En outre, il a indiqué vouloir terminer les négociations sur la restructuration de la dette du pays d'ici mars.


VENEZUELA

A Caracas, la rémunération en dollars des travailleurs a augmenté de 84,8 % en moyenne en 2021.

A Caracas, la capitale du pays, la rémunération des travailleurs en bolivars réels a augmenté de 21,6 % entre janvier 2021 et janvier 2022, tandis que la rémunération en dollars courants des travailleurs a augmenté de 84,8 %. Ainsi, en moyenne, un travailleur du secteur commercial a gagné 96,1 USD en janvier 2022, alors qu'il gagnait 52 USD en janvier 2021. Par ailleurs, l'indice mensuel des rémunérations des travailleurs de Caracas révèle que les cadres gagnent en moyenne 221 USD par mois, les techniciens 141,4 USD, et les ouvriers et opérateurs 87,2 USD. Malgré l'augmentation de la rémunération moyenne, les revenus du travail au Venezuela restent faibles par rapport aux normes internationales, représentant seulement 27 % du revenu d'un travailleur similaire en Colombie, et seulement 26,3 % du panier alimentaire de base tel que mesuré par l'Observatoire Vénézuélien des Finances (OVF).

Selon l'OPEP, la production pétrolière en janvier était de 668.000 bpj.

D'après le Bulletin mensuel du marché pétrolier publié par l'OPEP, la production pétrolière du Venezuela a augmenté de 20.000 barils de pétrole par jour (bpj) en janvier 2022 comparé au mois précédent, pour s'établir ainsi à une moyenne de 668.000 bpj en janvier. En variation annuelle, la production de janvier 2022 a augmenté de 58 %, soit 250.000 bpj supplémentaires. Cependant, le Venezuela ne représente toujours que 2 % de la production du total des pays de l'OPEP, et sa production se situe toujours bien en-dessous de l'objectif du gouvernement de 1 M bpj annoncé par le Ministre



du pétrole Tarek El Aissami. En janvier 2022, 82 % des exportations pétrolières du Venezuela étaient à destination de la Chine, et 12 % à destination de Cuba. En outre, le prix du baril de pétrole vénézuélien, le Merey, a chuté à 54,89 USD, en baisse de 10,3 % par rapport à décembre dernier.

Le gouvernement exclut toute réforme de la loi sur les hydrocarbures tant que les sanctions ne sont pas levées.

Le Ministère du pétrole espérait, depuis le début de l'année 2021, promouvoir une réforme de la loi organique sur les hydrocarbures qui aurait permis aux entreprises privées de détenir une participation majoritaire dans des partenariats d'exploration et de production avec la compagnie pétrolière d'Etat PdVSA, ce que la loi actuelle empêche. La réforme prévoyait également la création d'un organisme de réglementation indépendant chargé de superviser la mise aux enchères des concessions de raffineries que PdVSA aurait été autorisée à vendre aux entreprises privées. Cependant, face au maintien des sanctions économiques des Etats-Unis, le gouvernement Maduro a décidé d'exclure toute réforme de la loi des hydrocarbures, justifiant cette décision par le fait qu'aucune des grandes compagnies pétrolières, même russes ou chinoises, ne peuvent actuellement financer de nouveaux projets ou des projets de modernisation à cause de ces sanctions : la réforme n'aurait donc que peu ou pas d'effet.

Les graphiques de la semaine

Bilan épidémiologique de la région au 17 février 2022.

	Contaminés		Décès		Population ayant reçu une 1ère dose		Population ayant reçu un schéma de vaccination complet	
	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	en % de la population	en nombre	en % de la population
Bolivie	887 089	74 347	21 342	1 789	1,4 M	12%	5,4 M	46%
Equateur	800 320	44 270	35 038	1 938	1,3 M	7%	13,4 M	75%
Colombie	6 031 130	116 515	137 586	2 658	8,1 M	16%	32,8 M	64%
Pérou	3 466 309	102 803	208 789	6 192	2 M	6%	23 M	69%
Venezuela	508 968	17 982	5 572	197	7,9 M	27%	14,3 M	50%
Am. du sud	52 680 211	n.d.	1 242 686	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2020) :

	POPULATION (M)	PIB réel (Mds USD)	Croissance du PIB			Déficit fiscal	Dette publique (% PIB)	IDH (rang mondial)		Doing Business (rang mondial)	
			2020 e.	2021 p.	2022 p.			2020	Variation sur un an	2020	Variation sur un an
BOLIVIE	11,5	38,7	-7.7	5.5	4,0	-8,5	59,3	107	+7	159	-3
COLOMBIE	50,3	282,2	-8.2	5.1	3,8	-9,4	59,3	83	0	67	-2
EQUATEUR	17,3	93,07	-7.5	2.5	3,5	-8,9	n.a	86	-1	129	-6
GUYANA	0,782	6,8	43.3	16.3	48,7	-5,6	36,9	122	-1	134	0
PEROU	32,5	188,4	-11.1	8.4	4,6	-9,4	21,9	79	+3	76	-8
SURINAME	0,581	2,8	-13.4	0.6	1,5	-13,9	n.a	97	+1	162	+3
VENEZUELA	27,9	n.a	-30	-10	-3,0	n.a	n.a	113	-20	188	0
ARGENTINE	45,3	382,7	-9.9	5.8	2,5	-11,4	n.a	46	+2	126	-7
BRESIL	211,4	1312,6	-4	3.6	1,5	-16,7	68,5	84	-5	124	-15
CHILI	19,4	245,4	-5.8	6.1	2,5	-8,7	14,6	43	-1	59	-3
MEXIQUE	128,9	1133,2	-8.2	5	4,0	-5,8	56,7	74	0	60	-6

Source : données Banque mondiale, FMI (WEO, octobre 2021), PNUD, Doing Business.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international